

## Les habitants des bidonvilles se mobilisent



Au Forum urbain mondial de Kuala Lumpur, **les communautés des taudis ont eu un début de reconnaissance**

**I**ls sont venus dire que l'urbanisation du monde ne se ferait pas sans eux. Les habitants de bidonvilles, regroupés en associations, ont occupé une place inédite au Forum urbain mondial, organisé à Kuala Lumpur (Malaisie) par le programme des Nations unies pour les établissements humains, ONU-Habitat, du 7 au 13 février. Tee-shirts revendicatifs, youyous dans la salle et voix fortes au micro, ces militants issus des taudis d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine étaient invités à de nombreuses tables rondes, aux côtés des ministres, des maires et des institutions internationales. Et ils ont tenu, pour la première fois dans ces forums urbains, une très officielle assemblée des communautés locales, parallèle à l'assemblée mondiale des maires et à la réunion des ministres.

*" Il faut inclure les gens ordinaires, les femmes et les hommes des communautés marginalisées, pour mettre en œuvre nos politiques de façon efficace. Vous êtes une ressource-clé ", a assuré, à la tribune, la nouvelle directrice d'ONU-Habitat, la Malaisienne Maimunah Mohd Sharif. Ce début de reconnaissance, après des décennies d'ignorance ou de répression, illustre le travail de terrain effectué par ces associations pour obtenir que leurs quartiers soient améliorés plutôt que rasés au bulldozer. Il exprime aussi un changement de regard des institutions internationales, qu'il reste à traduire dans les politiques de nombreux pays.*

Près d'un milliard de citadins sur la planète vivent dans des bidonvilles. Selon l'ONU, l'urbanisation rapide des pays en développement va doubler ce chiffre d'ici à la moitié du siècle : la population totale des villes s'accroît de 200 000 habitants chaque jour, essentiellement dans les deux régions les plus pauvres du monde, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud... et en majorité de manière improvisée.

" Epargne communautaire "

*" De nombreuses villes secondaires vont doubler ou tripler de taille en vingt ans, personne ne sait gérer ça, surtout en manquant de ressources, d'infrastructures, de capacités de planification, estime le Sud-Africain William Cobbett, directeur de Cities Alliance, un partenariat international de gouvernements, d'associations de villes et d'organisations multilatérales. On ne résoudra pas ce défi sans accepter l'informalité et apprendre comment travailler avec les habitants des bidonvilles, en les considérant enfin comme des citoyens. "*

Les organisations d'habitants des taudis, souvent portées par des femmes, ont pris les devants. *" Notre mobilisation repose sur la collecte communautaire de données ", explique la Sud-Africaine Rose Molokoane, l'une des fondatrices de la fédération Slum Dwellers International. Car, dans les bidonvilles dont personne ne connaît la population, le tracé des rues, la nature des constructions ni les points d'eau, aucune politique n'est possible. " Depuis un an, nous avons réalisé une cartographie et un profilage de 103 bidonvilles en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cela permet aux communautés d'identifier leurs besoins, leurs priorités, et d'établir un programme qu'on peut soumettre au conseil municipal. Nos propositions commencent à être regardées avec intérêt, alors qu'il y a dix ans, les autorités auraient tout jeté à la poubelle ", poursuit Mme Molokoane.*

Pour l'Indienne Celine D'Cruz, une responsable de l'Asian Coalition for Housing Rights, qui fédère des associations d'habitants de bidonvilles dans toute l'Asie, *" l'épargne communautaire est un autre levier important : elle permet aux habitants de construire des projets démonstrateurs pour convaincre les pouvoirs publics ". " Mais nous ne pouvons pas faire des toilettes, des équipements et des espaces publics pour toute la ville, il faut que les municipalités prennent le relais. Or, parfois, elles se disent qu'il n'y a qu'à laisser la communauté continuer... ", ajoute-t-elle.*

Steve Weir, vice-président des programmes de l'organisation non gouvernementale américaine Habitat for Humanity, reconnaît que *" les autorités n'ont pas les moyens de fournir des habitations à tout le monde, mais ce n'est pas ce dont les gens ont besoin : 99 % des logements dans les pays en développement sont autoconstruits. En revanche, les gouvernements peuvent sécuriser la propriété des terrains, apporter les routes, l'eau, l'électricité... "*

Les logements construits par les habitants par l'intermédiaire des programmes communautaires sont toujours mieux adaptés à leurs besoins et beaucoup moins chers, ajoutent les responsables de l'Asian Coalition for Housing Rights. A Bangkok, où le

gouvernement thaïlandais finance un ambitieux projet de réhabilitation des bidonvilles, les programmes de logements pour citadins pauvres confiés au secteur privé ont coûté 160 euros le mètre carré, quand ceux réalisés par les communautés, très semblables, affichent un coût de 65 euros le mètre carré.

La Thaïlande fait partie des exceptions. Dans beaucoup de pays, comme au Cambodge ou au Nigeria, les expulsions de bidonvilles sont encore monnaie courante pour bâtir des centres commerciaux, des résidences chic ou des infrastructures touristiques sur des terrains qui ont été rattrapés par la croissance de la ville et ont pris beaucoup de valeur. " *Beaucoup de dirigeants sont plus sensibles à la corruption qu'à l'établissement d'un dialogue avec les habitants des bidonvilles, ce qui entraîne des évictions forcées au profit du secteur privé* ", regrette Steve Weir. " *La différence, c'est que ce ne sont plus les pouvoirs publics qui s'occupent de chasser les gens, ce sont les promoteurs* ", témoigne Celine D'Cruz.

#### Evictions absurdes

Conséquence : des communautés éparpillées, des familles qui perdent le peu de biens qu'elles possédaient... et des taudis qui se reconstituent plus loin. " *Qui habite dans les bidonvilles ? Vos chauffeurs de taxi, vos femmes de ménage... Ce sont des gens utiles à la ville*, interpelle Sarah Nandudu, membre de la fédération Slum Dwellers Ouganda. *Si on les chasse à des kilomètres de là, s'ils ne peuvent plus travailler ni envoyer leurs enfants à l'école, c'est mauvais pour eux, mais c'est aussi mauvais pour l'économie de la ville.* "

Des évictions d'autant plus absurdes, soulignent les défenseurs de politiques d'amélioration progressive des taudis pour les transformer en véritables quartiers populaires, que les bidonvilles possèdent de nombreuses qualités vantées par les apôtres de la ville durable : ils sont denses, mixtes, piétons, participatifs, économes en ressources, champions du recyclage...

Plus inquiétant, la plupart des gouvernements refusent encore d'anticiper l'explosion des quartiers informels autour de leurs villes. " *Le sentiment dominant reste qu'on peut limiter la croissance urbaine, alors que cela n'a -jamais fonctionné* ", observe William Cobbett, de Cities Alliance. Pour Eric Huybrechts, responsable des actions internationales à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, " *il faut permettre aux quartiers informels de se développer tout en préservant du domaine public pour pouvoir améliorer la ville à l'avenir : des routes assez larges pour faire passer des transports en commun, des espaces libres pour des écoles, des centres de santé...* "

C'est exactement ce que met en œuvre l'Institut de gestion urbaine de l'Université de New York en Colombie et en Ethiopie, dans une dizaine de villes pilotes, avec le soutien des gouvernements. " *Plutôt que de combattre la croissance urbaine comme on l'a fait pendant des années, on l'accompagne par de l'urbanisme préventif, avec des outils très simples* ", explique le chercheur américain Patrick Lamson-Hall. La méthode : estimer un scénario de croissance, tracer un quadrillage de routes principales sur ce périmètre à venir, sanctuariser de futurs espaces publics... et laisser les communautés d'habitants faire naître la ville tout autour.

#### Grégoire Allix

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

**Le premier ministre cherche à séduire...**

**article suivant** ▶

**Départs du PDG et du directeur financier...**